



Cameroun : prévenir les troubles à l'approche du scrutin présidentiel

Briefing Afrique de Crisis Group N°206

Yaoundé, Nairobi, Bruxelles, 8 août 2025. Traduit de l'anglais

Que se passe-t-il ? Le Cameroun organise une élection présidentielle le 12 octobre. Le président Paul Biya – âgé de 92 ans, dont 42 passés au pouvoir – brigue un nouveau mandat alors que les inquiétudes autour de sa succession vont croissant. En parallèle, les espaces de contestation politique se réduisent et les causes des différends ayant entaché les précédents scrutins restent irrésolues.

En quoi est-ce significatif ? Le scrutin se tient dans un contexte de crises multiples. Des perturbations sont probables dans les zones de conflit, notamment dans les régions anglophones, où les forces gouvernementales affrontent des milices séparatistes, et dans l'Extrême-Nord, théâtre d'attaques jihadistes de plus en plus nombreuses. Les tensions ethno-politiques et le mécontentement de la jeunesse pourraient également déclencher des troubles.

Comment agir ? Les dirigeants camerounais devraient prendre la mesure des risques liés à la succession présidentielle et commencer à préparer l'après-Biya. En amont du scrutin, le gouvernement devrait apaiser les tensions en libérant les militants emprisonnés et en convenant avec l'opposition d'une désescalade des discours incendiaires. Enfin, Yaoundé et les séparatistes anglophones devraient s'entendre sur une cessation des hostilités pendant la période électorale.

I. Synthèse

L'élection présidentielle du 12 octobre constituera un véritable test pour la stabilité du Cameroun. Les appels au retrait du président Paul Biya – âgé de 92 ans, dont 42 passés au pouvoir – ne proviennent plus seulement de l'opposition. Partout dans le pays, l'exaspération grandit face aux méthodes répressives du parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), à sa mainmise sur les institutions étatiques et à son refus de clarifier ses intentions concernant la succession du chef de l'Etat. Comme en 2018, l'insécurité pour-

rait perturber le scrutin dans les zones en proie aux conflits, notamment dans les régions anglophones et l'Extrême-Nord, tandis que les discours incendiaires à caractère ethnique gagnent du terrain ailleurs dans le pays. Pour apaiser les tensions, Yaoundé devrait prendre acte des risques que fait peser l'absence de toute préparation de l'après-Biya, et le RDPC devrait organiser un congrès électif après le vote pour permettre à ses partisans de débattre des modalités de la succession. S'agissant de l'élection elle-même, tous les candidats devraient s'engager à proscrire toute rhétorique haineuse en signant un code de bonne conduite, et les autorités devraient prendre des mesures exceptionnelles pour protéger les civils dans les zones en conflit, y compris en envisageant une cessation temporaire des hostilités avec les séparatistes anglophones.

Peu d'observateurs s'attendent à un scrutin libre et équitable au Cameroun. Le gouvernement n'a guère agi pour corriger les dysfonctionnements du système électoral à l'origine du mouvement de contestation de 2018. A l'époque, la principale figure de l'opposition, Maurice Kamto, avait refusé de reconnaître la victoire de Paul Biya, déclenchant une série de recours judiciaires, des manifestations et une répression ciblée des opposants. Au moins quatre hauts cadres du parti de Maurice Kamto figurent parmi la cinquantaine de ses partisans condamnés à de lourdes peines de prison à la suite des troubles. Depuis ce scrutin, les forces de sécurité ont menacé à plusieurs reprises d'arrêter les dirigeants de l'opposition et ont interdit leurs rassemblements. Les autorités ont aussi imposé des restrictions aux organisations de la société civile, qui jouaient jusque-là un rôle de premier plan en tant qu'observateurs électoraux indépendants. En outre, les responsables des deux principales institutions en charge du processus électoral, Elections Cameroon (Elecam) et le Conseil constitutionnel, sont pour la plupart d'anciens hauts fonctionnaires nommés par le président, soulevant des doutes quant à leur réelle indépendance.

Malgré l'emprise du parti au pouvoir, l'avenir politique du pays demeure par ailleurs incertain. L'âge du président Biya et la durée exceptionnelle de son mandat alimentent les interrogations sur l'après-scrutin. Chef d'Etat en exercice le plus âgé au monde, Paul Biya aura 99 ans à l'issue d'un éventuel nouveau septennat. Il reste pourtant évasif au sujet de sa succession et n'a pas organisé d'élections internes au sein de son parti depuis quatorze ans, malgré les pressions en ce sens. En juillet, il a annoncé sa candidature à un huitième mandat. Sa détermination à se maintenir au pouvoir inquiète de nombreux Camerounais et Camerounaises. En 2020 et en 2024, ses longues absences de la scène publique ont fait naître des rumeurs persistantes sur son état de santé et attisé les luttes d'influence entre ses fidèles, détournant l'attention du gouvernement des multiples crises sécuritaires et sociales. Des personnalités de la société civile originaires du nord du pays – pourtant bastion traditionnel de Paul

Biya – et l'Eglise catholique l'ont exhorté à se retirer, tandis que plusieurs alliés politiques influents de cette région ont quitté la coalition présidentielle. Les coups d'Etat militaires survenus ces dernières années dans d'autres pays d'Afrique francophone rappellent les risques qui pèsent sur la stabilité du Cameroun.

Outre les atteintes aux libertés politiques et les incertitudes qui entourent la succession présidentielle, le scrutin pourrait également donner lieu à des violences. Le contrôle étroit exercé par le pouvoir sur les instances électorales et la répression visant les figures de l'opposition et les organisations de la société civile pourraient déboucher sur une contestation des résultats, notamment parmi la jeunesse qui s'estime exclue de la vie politique par une élite vieillissante. Dans les zones de conflit, qui comptent des centaines de milliers de déplacés internes, des violences pourraient perturber le bon déroulement du vote. Les groupes séparatistes actifs dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont promis d'entraver la tenue du scrutin dans les régions anglophones, ce qui pourrait priver quelque 15 pour cent de l'électorat de son droit de vote. Par ailleurs, l'intensification des attaques jihadistes dans l'Extrême-Nord et les inondations liées à la saison des pluies pourraient aussi dissuader certains électeurs de se rendre aux urnes. Plus largement, les menaces de violence se multiplient, tant en ligne que dans la vie réelle, attisant les tensions ethno-politiques à travers le pays.

Pour limiter ces risques, le gouvernement camerounais devrait s'employer à apaiser les tensions et à renforcer la crédibilité du processus électoral. Afin de dissiper les inquiétudes liées à l'avenir politique du pays en cas de victoire de Paul Biya, le RDPC devrait organiser un congrès peu après l'élection pour débattre ouvertement de la question de la succession. Pour sa part, le président devrait accorder une amnistie aux personnes incarcérées à la suite des troubles post-électoraux de 2018 et lever les sanctions visant les organisations de la société civile. Tous les candidats devraient s'engager à mettre un frein aux discours incitant à la haine, tant dans l'espace public qu'en ligne, en adoptant un code de bonne conduite doté également de mécanismes de règlement pacifique des différends. Les partenaires régionaux et internationaux du Cameroun – notamment l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne, la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni – devraient soutenir cette initiative et plaider en faveur d'élections transparentes, libres et équitables.

Enfin, Yaoundé devrait prendre des dispositions exceptionnelles pour garantir la sécurité des électeurs dans les zones en conflit. Le gouvernement et les groupes séparatistes devraient, dans l'idéal, chercher à apaiser les tensions avant le scrutin, par exemple en libérant les prisonniers politiques anglophones et en levant les opérations « villes mortes » imposées par les séparatistes. Ils devraient aussi s'entendre sur une cessation des hostilités pendant la semaine électorale et

s’engager, au minimum, à ne pas prendre les civils pour cible. Les autorités devraient également renforcer les patrouilles et les contrôles aux frontières dans l’Extrême-Nord. Même si le temps presse, les dirigeants camerounais peuvent encore agir pour prévenir les violences, garantir la crédibilité du scrutin et convaincre la population que l’avenir politique du pays n’est pas nécessairement porteur d’instabilité.

II. Hégémonie et contrecoups : le Cameroun de Paul Biya

Après plus de 40 ans passés aux commandes, Paul Biya et le RDPC n’ont toujours pas esquissé de véritable stratégie de transition ordonnée du pouvoir. Depuis sa réélection en 2018, le président est parvenu à surmonter plusieurs crises économiques ainsi que de vives rivalités entre les fidèles du régime, consolidant son emprise sur l’appareil d’Etat en dépit d’une présence publique de plus en plus effacée. Alors que les appels à son départ se multipliaient, il a annoncé en juillet son intention de briguer un nouveau mandat en octobre, au grand dam d’une large frange de la population en quête de renouveau politique.¹ L’emprise du parti au pouvoir sur les institutions publiques et le système judiciaire a profondément sapé la confiance du public à l’égard des instances électorales, tandis que les restrictions et autres pressions exercées par le gouvernement ont contribué à la fragmentation de l’opposition et à l’affaiblissement des voix issues de la société civile.²

A. Le mandat du président Biya depuis 2018

Le Cameroun a su faire face avec un certain succès à la montée des pressions économiques. Le gouvernement de Paul Biya a atténué les effets du choc lié à la pandémie de COVID-19 en mettant en place un fonds de solidarité et des mesures de soutien à destination des entreprises et des ménages, permettant d’amortir la hausse des prix alimentaires.³ En 2024, le président a réduit les dépenses publiques et réuni les chefs d’Etat de la région afin d’harmoniser les politiques financières au sein de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale (CEMAC), contribuant ainsi à la stabilité économique et à la maîtrise de l’inflation.⁴ En février 2025, le gouvernement a annoncé avoir mobilisé un milliard de dollars pour réparer les routes et les

¹ Analyst’s Notebook de Crisis Group, « Le président camerounais, 92 ans, brigue un nouveau mandat mais perd des soutiens », Arrey Elvis Ntui, 16 juillet 2025.

² Entretiens de Crisis Group, cadres de partis d’opposition, Mbarkomo et Yaoundé, juin 2025.

³ « Vie chère : le ministère du Commerce va intensifier les ventes promotionnelles », CRTV, 7 février 2025.

⁴ « The Extraordinary Summit of Heads of State of the Central African Economic and Monetary Community », Présidence de la République du Cameroun, 16 décembre 2024.

ponts dans l'Extrême-Nord, une région touchée à la fois par une recrudescence des attaques des insurgés islamistes de Boko Haram et par des inondations dévastatrices qui, en septembre et en octobre 2024, ont endommagé les infrastructures publiques, décimé le bétail et submergé des dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles.⁵

Pour autant, Paul Biya a adopté un style de gouvernance de plus en plus distant, déléguant la gestion des affaires courantes à de hauts responsables de l'administration durant l'essentiel de son mandat depuis l'élection de 2018. Ce retrait progressif a, pour la première fois depuis des dizaines d'années, favorisé l'émergence de rivalités entre les fidèles du régime pour l'accès au pouvoir et aux ressources, conduisant à une succession de crises politiques. En 2023, plusieurs hauts responsables du gouvernement ont instrumentalisé le procès lié à l'assassinat du journaliste Martinez Zogo pour régler des comptes personnels. Ce dernier avait été enlevé, torturé puis assassiné à Yaoundé en janvier 2023, dans une affaire impliquant, selon plusieurs sources, des agents des services de renseignement et un entrepreneur influent.⁶ Au sein de l'élite au pouvoir, les rivalités pour le contrôle de la Société nationale des hydrocarbures ont par ailleurs conduit à une impasse lors de la désignation d'un nouveau PDG en 2024.⁷

Pendant ce temps, le pillage des ressources de l'Etat est devenu de plus en plus flagrant.⁸ En 2021 et 2023, des rapports de la Cour suprême ayant fuité dans la presse ont mis en cause des responsables de deux ministères dans le détournement de fonds alloués à l'atténuation des effets économiques de la pandémie.⁹ En 2023, l'Agence nationale de lutte contre la corruption a publié un rapport révélant des pertes colossales dues à la corruption et à une mauvaise gestion des ressources publiques, sans qu'aucune arrestation ni poursuite judiciaire ne soit engagée par la suite.¹⁰

Les luttes de pouvoir expliquent également l'inertie du gouvernement. Alors qu'il procédait régulièrement à des remaniements ministériels

⁵ Ce montant représente 33 pour cent du budget du programme de reconstruction de la région sur la période 2023-2027. « Cameroun : 600 milliards de Fcfa mobilisés en 2 ans pour reconstruire l'Extrême-Nord », *EcoMatin*, 20 février 2025.

⁶ Martinez Zogo était un lanceur d'alerte et l'animateur d'émissions de radio très suivies, dans lesquelles il dénonçait la corruption et les dérives judiciaires. Selon plusieurs journalistes, son assassinat visait à faire taire la presse et à empêcher la diffusion de documents potentiellement compromettants mettant en cause des responsables du gouvernement. « Cameroun : début du procès de l'assassinat du journaliste Martinez Zogo », *RFI*, 25 mars 2024.

⁷ « Cameroun : bras-de-fer pour la direction de la stratégie Société nationale des hydrocarbures », *RFI*, 24 juillet 2024.

⁸ Entretiens de Crisis Group, journaliste, analyste politique et conseiller du gouvernement, Yaoundé, avril-mai 2025.

⁹ « Au Cameroun, des milliards de francs CFA dédiés à la lutte contre le Covid-19 détournés », *Le Monde*, 1er juin 2021.

¹⁰ « Au Cameroun, la corruption persiste selon un récent rapport de la CONAC », *VOA*, 24 septembre 2024.

avant 2019, Paul Biya n'a toujours pas remplacé quatre ministres décédés en poste entre 2021 et 2023, ni nommé de successeurs aux deux autres membres du gouvernement ayant démissionné en juin.¹¹ Cette paralysie est en grande partie imputable aux manœuvres des caciques du parti au pouvoir, soucieux d'empêcher toute nomination susceptible de renforcer leurs rivaux.

Si Paul Biya a largement laissé la gestion des affaires administratives aux mains de fidèles du RDPC, une série de coups d'Etat survenus dans des pays francophones voisins semble l'avoir incité à recentrer son attention sur les forces armées.¹² Après le putsch au Gabon en août 2023, il a procédé à des nominations visant à démanteler les réseaux informels reliant les officiers et les unités militaires, tout en consolidant la loyauté de l'état-major.¹³ Il a effectué des nominations similaires en octobre 2024, quelques heures seulement après son retour d'une longue absence, puis à nouveau en juillet dernier, deux jours après l'annonce de sa candidature au scrutin présidentiel. Ces mutations et promotions ont concerné du personnel militaire issu des unités de logistique, des communications et du renseignement, et d'équipement, ainsi que les états-majors de différents corps de l'armée.¹⁴ Bien que le Cameroun n'ait connu aucune tentative de coup d'Etat depuis celle d'avril 1984, à laquelle Paul Biya avait survécu, un récent sondage a laissé entrevoir une certaine tolérance de l'opinion publique à l'égard d'une éventuelle prise de pouvoir militaire.¹⁵

¹¹ Avant mars 2019, la durée moyenne des gouvernements de Paul Biya n'excédait pas un an et trois mois. Malgré des rumeurs de remaniement imminent, l'équipe ministérielle actuelle est en place depuis six ans. Entretiens de Crisis Group, conseiller spécial du gouvernement, Yaoundé, avril 2025. « Les quatre ministres du gouvernement qui sont décédés en fonction n'ont pas toujours été remplacés ; qu'est-ce qui bloque ? », *Le Bled Parle*, 19 mai 2023.

¹² Entre 2020 et 2023, le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Soudan, la Guinée, le Mali et le Gabon ont connu des coups d'Etat militaires. Le 29 mai 2024, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a souligné que ces putschs étaient liés à des défaillances en matière de gouvernance, précisant que « la cupidité, l'égoïsme, la gestion inadéquate de la diversité, l'incapacité à saisir des opportunités, la marginalisation, les violations des droits de l'homme, le refus d'accepter la défaite électorale, les manipulations de Constitutions, ainsi que leur révision par des voies anticonstitutionnelles pour servir des intérêts étroits, et la corruption » figurent parmi les facteurs déclencheurs les plus puissants de ces coups d'Etat. « Coups in Africa », VOA, 3 octobre 2023.

¹³ « Au Cameroun, Paul Biya a-t-il remanié son armée à cause du putsch gabonais ? », *Jeune Afrique*, 1er septembre 2023. « Central Africa's dinosaur regimes and the art of coup-proofing », *African Arguments*, 27 novembre 2023.

¹⁴ « Biya hits the ground running with military appointments », *The East African*, 23 octobre 2024. « Cameroun : Paul Biya remanie des hauts gradés de l'armée », *Africa News*, 17 juillet 2025. « Cameroon : Biya reshuffles army top brass ahead of elections », *Africa Intelligence*, 22 juillet 2025.

¹⁵ Les autorités camerounaises ont sanctionné un journal pour avoir relayé les résultats de ce sondage, réalisé par Afrobarometer. Bien que 62 pour cent des Camerounais interrogés aient exprimé leur désapprobation à l'égard des régimes militaires (contre une moyenne de 74 pour cent en Afrique), l'enquête a montré

Les résultats de cette enquête ont mis en évidence le désenchantement de nombreux Camerounais, et notamment la perception largement partagée d'une stagnation de leur niveau de vie. La corruption dans le secteur public, la cherté de la vie, un système éducatif sous-financé (ce qui a donné lieu à de longues grèves d'enseignants), un réseau de transport insuffisant et une pénurie de cartes nationales d'identité figurent parmi les griefs les plus mentionnés.¹⁶ Si les autorités sont conscientes de ces difficultés, elles n'y ont répondu que de manière partielle. Entre mars 2022 et mai 2025, le gouvernement a ainsi versé aux enseignants des arriérés et des primes pour un montant total de 447 millions de dollars.¹⁷ Malgré cela, les enseignants du secondaire, où les femmes représentent 40 pour cent des effectifs, ont poursuivi leur grève pour obtenir un statut professionnel spécifique.¹⁸ En février 2025, les autorités ont mis en place un nouveau système de carte d'identité afin de résorber les retards accumulés, qui empêchaient de nombreux citoyens d'accéder aux services administratifs et de s'inscrire sur les listes électorales. Cette mesure a cependant suscité une vive indignation dans l'opinion publique, le coût de la nouvelle carte étant près de quatre fois supérieur à celui de l'ancienne.¹⁹

que 66 pour cent d'entre eux pourraient juger légitime une prise de pouvoir par l'armée en cas d'abus d'autorité de la part des dirigeants élus. Dans l'ensemble, les résultats du sondage ont indiqué qu'une majorité de répondants considèrent que la démocratie au Cameroun est dysfonctionnelle. « How do Africans view military interventions? », Afrobarometer, 28 septembre 2023. « Africans want more democracy, but their leaders still aren't listening », Afrobarometer Policy Paper N°5, janvier 2023. Lors d'un débat télévisé diffusé sur Equinoxe TV en septembre 2023, un sympathisant du RDPC a laissé entendre que l'armée pourrait prendre le pouvoir en cas de victoire du parti d'opposition Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) lors du scrutin d'octobre 2025. Le 16 juin 2025, dans un message publié sur le réseau social X, le leader de l'opposition Maurice Kamto a indiqué redouter un coup d'Etat électoral ou militaire. « As coup follows coup in West Africa, could Cameroon be next? », RFI, 17 septembre 2023. « Cameroon governor bans *The Post* over military coup headline », Comité pour la protection des journalistes, 15 septembre 2023. « Cameroun : "Si le MRC gagne l'élection présidentielle en 2025, l'armée peut faire un coup d'Etat contre Kamto", les propos incendiaires de Patrick Rifoé font jaser », 237Actu.com, 6 septembre 2023.

¹⁶ « Hausse des prix : le Cameroun au bord d'une spirale inflationniste, alerte l'INS », *Investir au Cameroun*, 22 février 2023. « Cameroun-CNI : "Faut-il dépouiller à ce point le Peuple?", Célestin Bedzigu », *Journal du Cameroun*, 15 juillet 2024.

¹⁷ « Dette salariale : 558 enseignants en attente de rappel pour un montant de 33,5 milliards de FCFA », *StopBlaBlaCam*, 4 avril 2025.

¹⁸ Des enseignants du public ont participé à des sit-in périodiques dans le cadre du mouvement « On a trop supporté » (« Enough is Enough » en anglais). Entretiens de Crisis Group, enseignantes, Bafoussam et Douala, septembre 2024. « Secondary education, teachers (% female) », Institut de statistique de l'UNESCO.

¹⁹ Pendant des années, de nombreux citoyens ne disposaient pas de carte nationale d'identité et devaient se contenter des reçus de demande pour justifier de leur identité, des documents que certaines institutions refusaient d'accepter. L'ancienne carte coûtait environ 2 800 francs CFA (5 dollars), contre 10 000 francs (18 dollars) pour la nouvelle version. Lors de son discours d'ouverture de la session par-

B. Appels au retrait de Paul Biya

L'âge et la santé de Paul Biya sont depuis longtemps une source de préoccupation majeure pour la population camerounaise. En 2024, l'incertitude entourant son état de santé a suscité une vive inquiétude.²⁰ Après un déplacement officiel en Chine début septembre, le président a brutalement disparu de la scène publique, ne réapparaissant à Yaoundé que 50 jours plus tard.²¹ Durant son absence, plusieurs membres du gouvernement ont tenté de faire taire les rumeurs affirmant que le chef de l'Etat était gravement malade, voire décédé.²² Si son retour et son apparente bonne santé ont, dans une certaine mesure, rassuré l'opinion, cet épisode a mis en lumière le flou entourant les mécanismes de transition en cas de vacance soudaine du pouvoir. Il a également alimenté les spéculations quant à une éventuelle candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle d'octobre. Lors de son allocution la veille du Nouvel An, puis à nouveau en février, le président a exprimé son souhait de « continuer à servir la nation », sans préciser s'il briguerait un nouveau mandat.²³ Ce n'est que le 13 juillet qu'il a finalement levé le doute en confirmant sa candidature sur les réseaux sociaux.²⁴

La plupart des observateurs estiment que Paul Biya remportera probablement l'élection et se maintiendra donc au pouvoir. Son emprise sur le RDPC explique en grande partie sa longévité politique. Le parti n'a pas organisé de congrès électif depuis 2011, et aucune personnalité n'a jamais osé contester la présidence du parti à Paul Biya.²⁵ Le RDPC tolère peu les dissensions internes : ses soutiens se voient régulièrement récompensés par des nominations à des postes gouvernementaux, tandis que ceux qui lui tournent le dos subissent ses foudres en représailles.²⁶ Le parti est par ailleurs si profondément

lementaire en juin, le président de l'Assemblée nationale, Cavaye Djibril, a reconnu le coût élevé de cette nouvelle carte et appelé les députés à fournir un soutien financier aux citoyens afin qu'ils puissent s'en acquitter et s'inscrire sur la liste électorale. Entretiens de Crisis Group, responsable politique et chercheur universitaire, Bamenda ; employé d'une organisation d'aide au développement, Yaoundé, avril-mai 2025.

²⁰ « Cameroon's Paul Biya is increasingly absent from global events », *The Africa Report*, 7 octobre 2021.

²¹ « Paul Biya, de retour au Cameroun après plusieurs semaines d'absence », *Le Monde*, 21 octobre 2024.

²² « Cameroon bans discussing president's health as absence fuels speculation », *The Guardian*, 11 octobre 2024.

²³ « Présidentielle au Cameroun : Paul Biya, candidat à mots couverts – par Georges Dougueli », *Jeune Afrique*, 17 mars 2025.

²⁴ Analyst's Notebook de Crisis Group, « Le président camerounais, 92 ans, brigue un nouveau mandat mais perd des soutiens », op. cit.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, personnalité de la société civile et journaliste, Douala et Yaoundé, mai 2025.

²⁶ En avril, Thelier Onana, membre du parti au pouvoir et conseiller municipal élu dans la petite ville de Monatélé (région du Centre) a saisi la justice pour faire constater la vacance de la présidence du RDPC et a appelé Paul Biya à se retirer. En

enraciné dans les institutions qu'il se confond en partie avec l'Etat lui-même : il détient environ 90 pour cent des mandats électifs à l'échelle nationale. Cette domination institutionnalisée est un obstacle majeur à l'émergence d'une réelle opposition. Le RDPC s'appuie enfin sur une coalition, connue sous le nom de « majorité présidentielle », comprenant quatre partis d'opposition bien implantés dans le nord du pays, où vit environ 40 pour cent du corps électoral.²⁷

Toutefois, une partie de cette assise politique paraît aujourd'hui fragilisée, rendant l'issue du scrutin moins certaine. L'alliance entre le RDPC et les partis d'opposition du nord du pays semble notamment vaciller. En juin, sous la pression de leurs bases respectives, deux ministres issus de la majorité présidentielle, Issa Tchiroma Bakary et Bello Bouba Maïgari, ont annoncé leur intention de se présenter à l'élection.²⁸ Tous deux ont exprimé leur frustration face aux problèmes économiques et sécuritaires du pays, et ont affiché une distance grandissante vis-à-vis du chef de l'Etat.²⁹

Ces deux dernières décennies, le soutien apporté par le Front pour le salut national du Cameroun (FSNC) d'Issa Tchiroma Bakary et par l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) de Bello Bouba Maïgari a largement contribué aux victoires électorales du président Biya, grâce à l'influence de ces deux partis dans les régions du nord. Des signes de mécontentement sont également visibles au sein du parti au pouvoir : en juin, certains militants subalternes, bravant la ligne officielle du parti, ont publiquement déclaré que Paul Biya était trop âgé pour briguer un nouveau mandat.³⁰

réponse, le parti a menacé de l'exclure. Le 18 juin, le juge saisi de l'affaire s'est déclaré incomptent et Thelier Onana a porté l'affaire devant la cour d'appel. Il est peu probable que cette action en justice débouche sur une décision susceptible de provoquer des changements au sein du RDPC. « Cameroun : Léon Theiller Onana affronte la justice après ses propos sur Biya », *Le Bled Parle*, 6 mai 2025.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, conseillers du gouvernement, membres de l'opposition et analyste électoral, Yaoundé, juin 2025. Les quatre partis sont l'UNDP de Bello Bouba Maïgari, le FSNC d'Issa Tchiroma Bakari, l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès d'Hamadou Moustapha et le Mouvement pour la défense de la République, autrefois dirigé par le défunt Dakolé Daïssala. La majorité présidentielle rassemble au total onze partis, en plus du RDPC. « Majorité présidentielle : Soutien réaffirmé à Paul Biya », RDPC, 28 juillet 2020. Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire, Yaoundé, juin 2025.

²⁸ « Cameroun : Issa Tchiroma Bakary et Bello Bouba retournent à la case départ », *Journal du Cameroun*, 30 juin 2025.

²⁹ Ibid.

³⁰ Des habitants de la région du Sud, d'où est originaire Paul Biya, mais ne faisant pas partie du RDPC, ont publié une lettre critiquant son maintien au pouvoir et appelant à un renouveau à la tête de l'Etat. Cette prise de position a incité d'autres acteurs de la région à déclarer leur soutien au président. Entretiens de Crisis Group, conseillers du gouvernement et personnalités de la société civile, Buéa et Yaoundé, avril-juin 2025

De nombreuses voix s'élèvent également en dehors de la coalition présidentielle pour demander à Paul Biya de se mettre en retrait. La plus éminente est celle de l'Eglise catholique, principale confession religieuse du pays et observatrice attentive de la vie politique nationale.³¹ L'Eglise a régulièrement relayé les doléances sociales et politiques des Camerounais, et plusieurs de ses évêques ont pris position contre la montée du tribalisme et des tensions ethniques.³² En décembre 2024, l'archevêque de Douala, Mgr Samuel Kleda, a provoqué une onde de choc au sein du gouvernement en appelant Paul Biya à se retirer, estimant qu'il était temps d'engager une transition pacifique et démocratique.³³ Plusieurs évêques catholiques lui ont emboîté le pas, appelant publiquement le président à ne pas se représenter ou exhortant la population à s'inscrire sur la liste électorale et à défendre l'intégrité du scrutin.³⁴ Quelques pasteurs protestants ont aussi exprimé leur soutien à cette initiative, avant d'être rappelés à l'ordre par leur hiérarchie, qui leur a interdit de critiquer le chef de l'Etat.³⁵

L'incertitude entourant l'avenir du pouvoir au Cameroun devrait toutefois perdurer. Le refus de Paul Biya de convoquer un congrès national du RDPC ou de désigner un successeur a, jusqu'à présent, empêché toute planification de sa succession.

Pendant plusieurs années, des technocrates du parti ont envisagé la possibilité de préparer son fils, Franck, à prendre la relève. Le « mouvement franciste » a pris de l'ampleur après le retour de ce dernier d'Europe en 2020, lorsqu'il est rapidement devenu une personnalité en vue sur la scène politique camerounaise. Il s'est rendu en grande pompe dans les régions du Nord et de l'Ouest, et a été publiquement présenté par son père à Emmanuel Macron lors de la visite d'Etat du président français à Yaoundé en juillet 2022. Les hauts responsables du RDPC, pour leur part, se sont abstenus de soutenir ou de critiquer ouvertement cette éventualité, traduisant un certain malaise face à l'idée d'une transition dynastique. Paul Biya aurait lui-même écarté cette perspective courant 2023.³⁶ A ce jour, aucune personnalité du parti ne promeut publiquement un successeur ni n'évoque les modalités d'une transition.

³¹ Briefing Afrique de Crisis Group N°138, *La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue*, 25 avril 2018.

³² Ibid.

³³ « Cameroon: Catholic Bishops urge President Biya to step aside ahead of October elections », *Vatican News*, 10 janvier 2025.

³⁴ Certains ministres ont réagi en recueillant des déclarations de soutien à Paul Biya auprès de prédicateurs musulmans et de chefs traditionnels. « Présidentielle 2025 : les autorités traditionnelles et religieuses du Grand Nord derrière Paul Biya », ministère de l'Administration territoriale, 28 janvier 2025.

³⁵ « L'Eglise Evangélique du Cameroun interdit à ses pasteurs de se prononcer sur la situation politique du pays », *Actu Cameroun*, 13 janvier 2025.

³⁶ Entretiens de Crisis Group, conseillers du gouvernement et analystes, Yaoundé, avril-mai 2025.

Afin d'éviter tout vide au niveau du pouvoir, certains conseillers présidentiels ont suggéré la création d'un poste de vice-président.³⁷ En cas de vacance de la présidence, la constitution camerounaise confie la conduite du pays au président du Sénat ou à son vice-président, jusqu'à l'organisation d'une nouvelle élection.³⁸ Selon certains observateurs, attribuer ce rôle à un vice-président (qui serait élu en binôme avec le président) permettrait de renforcer la cohésion au sein des élites dirigeantes, de réduire le risque de coup d'Etat militaire et de prévenir une guerre de clans à la mort du chef de l'Etat.³⁹ Mais Paul Biya s'est toujours montré réticent à désigner un successeur officiel, craignant que cela ne précipite sa chute politique et ne mette fin à la course à la loyauté qui lui permet de tenir à distance ses potentiels successeurs.⁴⁰ Quoi qu'il en soit, une révision de la constitution est irréalisable d'ici à l'élection présidentielle.

C. *Répression de l'opposition et de la société civile*

Les rangs de l'opposition ont peu évolué depuis 2018, témoignant à la fois du coût politique élevé de toute contestation du président Biya et de l'emprise étouffante du parti au pouvoir.⁴¹ Les trois principaux candidats de l'opposition lors du scrutin de 2018 – Maurice Kamto, Cabral Libii et Joshua Osih – ont chacun confirmé leur intention de se présenter à nouveau, mais un organe chargé de la supervision des élections a invalidé la candidature de Maurice Kamto.⁴²

Président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et ancien ministre délégué à la Justice, Maurice Kamto, 71 ans, bénéficia d'un important soutien dans la région du Littoral ainsi que dans sa

³⁷ « Cameroun : Paul Biya va-t-il se choisir un vice-président ? », *Jeune Afrique*, 6 avril 2022.

³⁸ « Law No.2008/001 of 14 April 2008 to amend and supplement some provisions of Law No.96/06 of 18 January 1996 to amend the Constitution of 2 June 1972 », Présidence de la République du Cameroun.

³⁹ Entretien de Crisis Group, représentante de la société civile, Douala, mai 2025.

⁴⁰ Entretien de Crisis Group, conseiller spécial du gouvernement, Yaoundé, juin 2025.

⁴¹ Certains analystes expliquent l'absence d'alternatives politiques crédibles par le fait que les personnalités nourrissant des ambitions présidentielles, notamment au sein du RDPC, redouteraient des représailles de la part de Paul Biya. Entretiens de Crisis Group, représentant de la société civile et analyste, Buéa et Yaoundé, avril-mai 2025.

⁴² En 2018, Maurice Kamto avait recueilli 14 pour cent des voix, arrivant en deuxième position derrière Paul Biya. Cabral Libii avait obtenu 6 pour cent des suffrages et Joshua Osih un peu plus de 3 pour cent. « Cameroun : Voici les résultats détaillés et complets de la Présidentielle 2018 », *Le Bled Parle*, 22 octobre 2018. Le 27 juillet, Elecam a retiré Maurice Kamto de la liste électorale. Le 5 août, le Conseil constitutionnel a confirmé cette décision. « Première affaire appelée, celle du #Manidem. Les recours de Maurice Kamto et Dieudonné #Yebga rejetés parce que non fondés #Présidentielle2025 ». Message de *Cameroon Tribune*, @CamerounTribune, publié sur X, 10h37, 5 août 2025.

région natale de l'Ouest.⁴³ Cabral Libii, 45 ans, journaliste et maître de conférences originaire du centre du pays, dirige le Parti camerounais pour la réconciliation nationale et jouit d'une forte popularité auprès de la jeunesse urbaine francophone.⁴⁴ Joshua Osih, 56 ans, député basé à Douala et entrepreneur originaire du Sud-Ouest, est le candidat du Social Democratic Front (SDF). Ancien principal parti d'opposition, ce mouvement a perdu de son influence depuis le début des années 2000, un déclin accentué par les conflits persistants dans les régions anglophones, son bastion historique.

La plupart des leaders de l'opposition plaident ouvertement pour une refonte de l'Etat en une forme de fédéralisme.⁴⁵ Selon elles, une fédération soigneusement pensée permettrait d'atténuer les tensions ethniques, de stimuler le développement local et, surtout, de répondre aux aspirations d'autonomie des populations anglophones, une condition essentielle à une sortie du conflit séparatiste.⁴⁶

Comme en 2018, la course à la présidence reste largement masculine. Aucun grand parti n'a, à ce jour, désigné de femme comme candidate.⁴⁷ La candidature féminine la plus en vue est celle de Tomaino Ndam Njoya, la maire de Foumban, qui a annoncé en février son intention de se présenter à l'élection.⁴⁸ À la tête de l'Union démocratique du Cameroun, un parti d'opposition dont elle a pris la direction à la suite du décès de son époux, elle demeure une figure singulière dans

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, personnalités de la société civile, Buéa et Bamenda ; journalistes, Yaoundé, avril-mai 2025.

⁴⁵ Maurice Kamto, devenu partisan du fédéralisme à la suite du conflit anglophone, plaide pour une division du Cameroun en quatre ou cinq Etats fédérés fondés sur des critères culturels, ethniques, historiques et géographiques. Cabral Libii propose, quant à lui, de transformer les 58 départements actuels en entités régionales ethno-culturelles. Joshua Osih poursuit, pour sa part, la campagne menée de longue date par le SDF en faveur d'un fédéralisme à deux ou dix Etats. Issa Tchiroma, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement lorsque la crise anglophone a éclaté en 2016, a promis, lors de sa démission du gouvernement en juin, l'instauration d'un régime fédéral et l'organisation d'un référendum pour « écouter » les anglophones. Entretiens de Crisis Group, candidat à la présidence, responsables politiques de l'opposition, analystes et chercheurs, Bamenda, Buéa et Yaoundé, avril-mai 2025.

⁴⁶ De nombreux membres de la majorité présidentielle se prononcent également en faveur d'un système fédéral. Dans le nord, certains estiment en privé qu'un tel modèle permettrait de réduire la marginalisation de leur région par les élites dirigeantes originaires du sud. D'autres considèrent qu'une transition vers un régime fédéral serait un moyen de protéger le sud, fief de Paul Biya, d'éventuelles représailles lorsque celui-ci quittera finalement le pouvoir. Entretiens de Crisis Group, cadres de l'opposition, analystes et journalistes, Yaoundé, avril-juin 2025.

⁴⁷ Deux femmes moins connues ont également annoncé leur candidature : Véronique Eboutou, du Parti national pour l'action citoyenne au Cameroun, et Bijou Gérardine Ongmakagne Heu, candidate indépendante. Entretiens de Crisis Group, représentante de la société civile, Douala, mai 2025.

⁴⁸ « Présidentielle 2025 : Tomaïno Ndam Njoya officialise sa candidature », *Jeune Afrique*, 21 février 2025.

une arène politique où les rares autres femmes visibles mènent avant tout des combats en faveur des droits humains et de la démocratie.⁴⁹ Des enjeux pourtant centraux pour les femmes, comme l'augmentation des féminicides, restent absents du débat politique au plus haut niveau.⁵⁰

La faiblesse de l'opposition camerounaise s'explique en grande partie par la répression étatique, et notamment par l'emprisonnement (ou la menace d'emprisonnement) de ses figures de premier plan. A la suite du scrutin de 2018, les autorités ont emprisonné, de 2019 à 2022, Maurice Kamto et son adjoint, Mamadou Mota, les accusant d'avoir organisé des manifestations post-électorales.⁵¹ D'autres membres du MRC, dont le porte-parole Olivier Bibou Nissack et le secrétaire général Alain Fogué, purgent encore des peines de prison pour des faits similaires. En juillet 2024, des gendarmes ont convoqué Maurice Kamto et deux cadres du MRC pour les interroger sur un sujet non précisé, avant d'annuler la convocation.⁵² Enfin, en mars 2025, les autorités du département du Wouri (région du Littoral) ont convoqué Albert Nzongang, un responsable politique proche de Maurice Kamto, pour avoir diffusé une vidéo critiquant le ministre de l'Administration territoriale.⁵³

Le gouvernement a également recours à d'autres méthodes pour intimider l'opposition. Il refuse systématiquement d'autoriser ses rassemblements, ou bien envoie les forces de l'ordre pour les disperser.⁵⁴ Les tentatives de sabotage sont monnaie courante. En 2024, les autorités ont ainsi tenté, sans succès, d'alimenter une lutte de leadership au sein du parti de Cabral Libii en soutenant une faction opposée à sa candidature.⁵⁵ Les leaders de l'opposition qui ont tenté de constituer des micro-coalitions pour contester la domination politique de Paul Biya ont souvent vu leurs initiatives interdites par le gouvernement.⁵⁶

⁴⁹ Entretiens de Crisis Group, représentantes de la société civile, Buéa et Douala, décembre 2024 et mai 2025.

⁵⁰ Aucun des principaux partis ni des candidats en lice ne promeut de politique en faveur de l'égalité de genre dans ses déclarations de campagne, ni n'aborde la question du niveau alarmant de violences faites aux femmes. « The Alarming Rise of Femicide in Cameroon », *Humangle*, 10 mars 2025.

⁵¹ « Cameroun : Mamadou Mota, numéro 2 du MRC, condamné à deux ans de prison », *Jeune Afrique*, 10 septembre 2019.

⁵² « Cameroun-Bafoussam : pourquoi Maurice Kamto est convoqué à la Légion de Gendarmerie de l'Ouest », *Journal du Cameroun*, 9 juillet 2024.

⁵³ « Douala : Albert Dzongang convoqué par le préfet du Wouri pour ses propos sur Atanga Nji », *Le Bled Parle*, 26 mars 2025.

⁵⁴ « Cabral Libii interdit d'activités dans l'Adamaoua : Richard Tamfu pousse un coup de gueule », *Actu Cameroun*, 20 février 2025.

⁵⁵ « Au Cameroun, Cabral Libii en passe de perdre son par(t)i ? », *Jeune Afrique*, 18 mai 2024.

⁵⁶ En mars 2024, le ministre de l'Administration territoriale a déclaré illégales deux coalitions d'opposition, l'Alliance pour le changement et l'Alliance politique pour la transition. « Cameroun : Le gouvernement juge illégales les coalitions de

Cette persécution s'accompagne fréquemment d'une stratégie bien rodée du RDPC visant à neutraliser ses adversaires par la cooptation, afin d'empêcher ces derniers de former une coalition crédible. Bien qu'ils aient fait l'objet de mesures répressives ou exprimé des désaccords avec le président Biya, Bello Bouba, Maurice Kamto et Issa Tchiroma ont intégré l'exécutif à diverses périodes, sapant ainsi leurs efforts pour défier le chef de l'Etat dans les urnes.⁵⁷ Quant au SDF, s'il n'a pas formellement rejoint une alliance avec le RDPC, des discussions entre les deux partis ont eu lieu par le passé, si bien que le SDF est aujourd'hui largement perçu comme étant plus proche du pouvoir que de l'opposition.⁵⁸

La liberté d'expression fait également l'objet de restrictions croissantes, touchant non seulement les opposants politiques, mais aussi les organisations de la société civile et les voix critiques à l'égard des politiques gouvernementales. En juillet 2024, une vague d'indignation a suivi l'arrestation par la police du TikTokeur Junior Ngombe, accusé d'avoir publié des vidéos dans lesquelles il dénonçait des fraudes électorales passées impliquant le parti au pouvoir. Il a été libéré une semaine plus tard par un tribunal militaire de Yaoundé.⁵⁹ Le même mois, l'influenceur Steve Akam (également connu sous le nom de Ramon Cotta) a été arrêté au Gabon, puis extradé vers le Cameroun dans le cadre d'une procédure que des avocats spécialisés en droits humains ont qualifiée d'extrajudiciaire. Il est toujours incarcéré, les autorités jugeant ses contenus en ligne trop critiques à l'égard du président Biya.⁶⁰

En décembre 2024, le gouvernement a suspendu trois organisations de défense des droits humains et de promotion de la démocratie, et en a interdit deux autres, les accusant d'avoir manqué à leurs obligations en matière de conformité financière et de reddition de comptes.⁶¹ Cette décision fait craindre que les représentants de la société civile soient exclus du processus d'observation électorale.

La répression ciblant l'opposition et la société civile laisse présager de sérieuses entraves au bon déroulement du scrutin présidentiel. Lors

l'opposition », RFI, 13 mars 2024. « Guibai Gatama : "une coalition de partis du Grand-Sud peut-elle réellement battre Paul Biya en octobre 2025 ?" », *Actu Cameroun*, 26 mai 2025.

⁵⁷ Le RDPC a également attiré dans ses rangs plusieurs figures de l'opposition en les nommant au gouvernement : Augustin Kodock (1992, Union des populations du Cameroun), Bello Bouba (1997), Maurice Kamto (2004) et Issa Tchiroma (2007).

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, responsables politiques et personnalités de la société civile, Bamenda et Buéa, avril-mai 2025.

⁵⁹ « Social Media Activist Arrested in Cameroon over Social Media Posts », Human Rights Watch, 29 juillet 2024.

⁶⁰ « Cameroonian Social Media Activist Feared Forcibly Disappeared », Human Rights Watch, 13 août 2024.

⁶¹ « Cameroon: Minister Suspends Prominent Human Rights Group », Human Rights Watch, 17 décembre 2024.

des précédentes élections, le gouvernement avait autorisé des observateurs indépendants issus de la société civile à surveiller le vote et à signaler d'éventuelles irrégularités.⁶² Sans ce dispositif, la prochaine élection pourrait perdre le peu de crédibilité qu'elle conserve encore dans un pays dirigé par l'un des chefs d'Etat africains ayant passé le plus de temps au pouvoir.

D. *Un système électoral défaillant*

Bien que les scrutins organisés sous l'ère Biya aient rarement réservé de surprises, l'opposition et la société civile réclament depuis long-temps des réformes permettant d'instaurer des conditions de concurrence équitables. Leurs appels sont restés largement lettre morte. A ce jour, les autorités n'ont consenti que peu d'efforts pour corriger les failles qui avaient entaché le scrutin de 2018.⁶³

L'une des grandes préoccupations est la partialité perçue des deux principales institutions électorales : Elecam, l'organisme chargé de l'organisation du vote, et le Conseil constitutionnel, qui tranche les litiges électoraux et proclame les résultats.⁶⁴ La plupart des hauts fonctionnaires de ces deux organes sont nommés par le président, et sont largement considérés comme proches du parti au pouvoir. Certains membres du Conseil électoral d'Elecam sont toutefois connus pour leur engagement en faveur de la transparence, et une partie du personnel se dit frustrée face à l'image d'assujettissement aux autorités projetée par l'organe.⁶⁵ Cela dit, les deux dernières personnes nommées au Conseil électoral, directement choisies par Paul Biya, auraient milité au sein du parti présidentiel.⁶⁶ En novembre 2024, le président du Conseil constitutionnel a assisté à un rassemblement de soutien à la candidature de Paul Biya, suscitant de vives protestations du côté de l'opposition.⁶⁷ Puis, en avril 2025, le chef de l'Etat a désigné une fidèle du parti pour succéder à un membre du Conseil constitutionnel récemment décédé.⁶⁸

⁶² Entretiens de Crisis Group, représentante de la société civile, Douala ; conseiller du gouvernement, Yaoundé, avril-mai 2025.

⁶³ Entretiens de Crisis Group, journalistes, responsables politiques et chercheurs, Bamenda, Buéa et Yaoundé, avril-mai 2025.

⁶⁴ Rapport Afrique de Crisis Group N°295, *Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne*, 3 décembre 2020.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, cadres d'Elecam et de l'opposition, Yaoundé, mai-juillet 2025.

⁶⁶ « Cameroun-Elecam : des interrogations autour des nouveaux membres nommés au Conseil électoral », *Journal du Cameroun*, 23 décembre 2024.

⁶⁷ Pour sa défense, Clément Atangana, président du Conseil constitutionnel, a affirmé avoir quitté la cérémonie organisée à Mbalmayo avant la lecture de la motion de soutien à Paul Biya. « Constitutional Council President Denies Endorsing Biya for 2025 Elections », *MimiMefoInfo*, 12 novembre 2024.

⁶⁸ « Conseil constitutionnel : Monique Ouli remplace Emmanuel Bonde », *StopBlaBlaCam*, 9 avril 2025.

Une autre revendication de longue date concerne l'instauration d'un bulletin de vote unique. A l'heure actuelle, les électeurs reçoivent plusieurs bulletins distincts et doivent glisser dans l'urne celui correspondant au candidat de leur choix. Des organisations de la société civile ont signalé que les bulletins de certains candidats de l'opposition venaient parfois à manquer, empêchant certains électeurs de voter.⁶⁹ Le système du bulletin unique, qui consiste à regrouper tous les noms sur une seule feuille où l'électeur coche son choix, est non seulement moins coûteux, mais aussi plus sûr, réduisant les risques de fraude et facilitant la logistique.⁷⁰ Les autorités camerounaises ont cependant ignoré les appels répétés, tant au niveau national qu'international, en faveur de cette réforme.

Le dépouillement du vote constitue également une source récurrente de litiges. Le système actuel, qui repose sur la transmission physique des procès-verbaux depuis les bureaux électoraux jusqu'à la Commission nationale de recensement général des votes à Yaoundé, s'est révélé vulnérable aux fraudes. En 2018, de nombreux procès-verbaux mal remplis ont alimenté les accusations d'irrégularités de la part des candidats de l'opposition.⁷¹ Dans ce contexte, seul le Conseil constitutionnel est compétent pour juger ces recours, lesquels doivent être déposés dans la capitale dans un délai de 72 heures. Or, de nombreux experts estiment ce délai inéquitable, au regard du temps nécessaire pour se rendre dans les bureaux concernés et rassembler les preuves requises.⁷²

L'actuel cycle électoral a débuté sous de mauvais auspices. Elecam n'a pas respecté l'échéance légale du 30 décembre 2024 pour publier la liste électorale actualisée, invoquant des inscriptions incomplètes et des doublons non traités.⁷³ Ces dysfonctionnements traduisent notamment des inégalités de genre : bien que les femmes représentent 50,6 pour cent de la population camerounaise, la liste électorale

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, membre de la société civile et analyste, Yaoundé, mai 2025.

⁷⁰ Rapport de Crisis Group, *Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun*, en ligne et hors ligne, op. cit.

⁷¹ « Présidentielle au Cameroun : plusieurs partis d'opposition dénoncent des "fraudes" », *Le Monde*, 9 octobre 2018.

⁷² Entretiens de Crisis Group, cadres de l'opposition et responsables électoraux, Mbarkomo et Yaoundé, juin 2025.

⁷³ En juillet, quelque 8,2 millions d'électeurs figuraient sur la liste électorale, dans l'attente de vérifications par Elecam. Jean Michel Nintcheu, député et figure de l'Alliance politique pour le changement, qui soutient Maurice Kamto, a qualifié ces chiffres de « déclaration de guerre », les estimant très en deçà du nombre réel d'électeurs. Des analystes estiment que le nombre de citoyens en âge de voter se situerait entre douze et quinze millions. Entretiens de Crisis Group, responsables électoraux et responsables politiques de premier plan, Yaoundé, juin 2025.

« Cameroun : polémique autour du dernier fichier électoral de 2024 et ses 7,8 millions d'inscrits », RFI, 3 janvier 2025. Données d'Elecam, juillet 2025.

compte environ 500 000 électeurs de plus que d'électrices.⁷⁴ Le parti de Maurice Kamto a engagé une action en justice afin de contraindre Elecam à publier la liste électorale, mais plusieurs juridictions ont décliné leur compétence sur ce dossier.⁷⁵ En mai, Elecam a distribué un millier de nouveaux kits biométriques pour tenter d'inscrire un dernier contingent d'électeurs avant l'annonce de la date du scrutin par le président.⁷⁶

Les décisions prises depuis lors par les instances électorales au sujet de la liste officielle des candidats ont renforcé chez les Camerounais le sentiment que ces organisations agissaient de manière partiale. Fin juillet, Elecam a provisoirement approuvé treize des 83 candidats. Elle a notamment exclu Maurice Kamto au motif que le Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem), qui l'avait investi, avait présenté un second candidat, une décision qui a donné lieu à un recours en appel.⁷⁷ Le 5 août, le Conseil constitutionnel a rejeté la plupart des 35 recours contre la liste d'Elecam, y compris celui de Maurice Kamto.⁷⁸

Les efforts des bailleurs de fonds internationaux pour renforcer la crédibilité des élections au Cameroun ont produit peu de résultats. Les partenaires occidentaux ont longtemps soutenu le processus électoral en finançant les institutions compétentes, la société civile et les missions d'observation.⁷⁹ En 2018, l'UA a publié un rapport contenant des recommandations concrètes pour garantir des élections libres, trans-

⁷⁴ Données d'Elecam, juillet 2025.

⁷⁵ « Cameroun : la justice se déclare incompétente, la publication de la liste électorale bloquée », VOA, 19 février 2025. Au-delà de la vérification des inscriptions multiples ou frauduleuses, le registre électoral permet également aux partis d'identifier l'emplacement des bureaux de vote. Or, plusieurs responsables de l'opposition ont rappelé que, lors des dernières élections législatives en 2020, Elecam avait maintenu certains bureaux dans des lieux associés au parti au pouvoir, notamment dans des casernes militaires ou des résidences de chefs traditionnels, ce qui pourrait dissuader certains électeurs de s'y rendre. Entretiens de Crisis Group, personnalités de la société civile et journalistes, Buéa et Yaoundé, avril-mai 2025. Le 14 juillet, Maurice Kamto a saisi le Conseil constitutionnel pour qu'il contraine Elecam à publier les données d'inscription avant de valider la date du scrutin annoncée par le président. « Présidentielle 2025/Cameroun : Maurice Kamto conteste la convocation du corps électoral », *EcoMatin*, 16 juillet 2025.

⁷⁶ « Elections 2025 : Elecam déploie 1 000 nouveaux kits biométriques pour moderniser l'inscription des électeurs », *StopBlaBlaCam*, 8 mai 2025.

⁷⁷ Sur les 83 candidatures initialement déposées, Elecam en a validé treize. Anicet Ekane, président du parti Manidem, a qualifié le rejet de la candidature de Maurice Kamto de « provocation », tout en appelant la population au calme dans l'attente de la décision du Conseil constitutionnel. « Cameroon opposition leader banned from challenging world's oldest president », BBC, 27 juillet 2025.

⁷⁸ Le Conseil constitutionnel a retiré Hilaire Macaire Dzipan de la liste initiale d'Elecam, ramenant ainsi à douze le nombre de candidats autorisés. Entretiens de Crisis Group, juriste et conseiller spécial du gouvernement, Yaoundé, août 2025.

⁷⁹ Entretiens de Crisis Group, personnalités de la société civile, Douala et Yaoundé, mai 2025.

parentes et apaisées, mais aucune de ces propositions n'a été adoptée.⁸⁰ Certaines organisations de la société civile affirment aujourd'hui que les partenaires internationaux se désengagent peu à peu des initiatives en faveur de la transparence électorale.⁸¹ L'opposition, quant à elle, a critiqué la proposition d'assistance technique soumise à Elecam par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dénonçant une absence de concertation et redoutant que cette initiative ne serve qu'à renforcer le statu quo.⁸²

Dans ce climat de défiance généralisée envers le système électoral, l'opacité du processus et l'absence de réformes substantielles pourraient mettre en péril le scrutin à venir. Depuis sept ans, les autorités n'ont guère fait d'efforts pour restaurer la confiance du public envers les organes électoraux. Il est donc probable que les partis d'opposition et les organisations de la société civile continuent de contester les décisions officielles par voie judiciaire ou en organisant des manifestations, en particulier si des figures majeures de l'opposition venaient à être écartées. L'exclusion de Maurice Kamto risque fort d'accentuer la désillusion des Camerounais à l'égard du système démocratique et pourrait conduire nombre d'entre eux à rejeter les résultats du scrutin, avec un réel risque de troubles.

III. Les risques de troubles électoraux

Les conflits armés et les griefs économiques non résolus menacent l'intégrité du scrutin d'octobre. En 2018, les violences perpétrées par les séparatistes anglophones avaient fortement réduit la participation des électeurs et entravé le déroulement du vote dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans l'Extrême-Nord, les menaces des groupes jihadistes et les conditions climatiques extrêmes pourraient, une fois encore, freiner la mobilisation des électeurs. Parallèlement, la montée d'une rhétorique incendiaire à caractère ethnique et l'inaction des autorités face aux discours de haine contribuent à tendre davantage le climat politique. Enfin, l'augmentation notable des in-

⁸⁰ « Press releases: Preliminary Statement African Union Election Observation Mission to the 7 October 2018 Presidential Election in the Republic of Cameroon, Yaoundé, 9 octobre 2018 », UA, 11 octobre 2018.

⁸¹ Entretiens de Crisis Group, personnalités de la société civile, Douala et Yaoundé, avril-mai 2025.

⁸² Par la suite, Elecam a invité la plupart des partis d'opposition, ainsi que des représentants du gouvernement et de la société civile, à des consultations. Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires de l'ONU, cadres d'Elecam, représentants de la société civile et responsables politiques, Mbarkomo et Yaoundé, juin 2025. Le programme d'appui aux élections 2025-2027 du PNUD vise à encourager le dialogue, à renforcer les capacités techniques d'Elecam et à accroître la participation des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, des groupes socialement vulnérables et des médias. Entretiens de Crisis Group, diplomate et personnalité de la société civile, Yaoundé, avril 2025.

scriptions sur les listes électorales chez les jeunes Camerounais – en partie portée par le militantisme en ligne – traduit une frustration croissante de cette tranche de la population, trop souvent tenue à l'écart des sphères décisionnelles.

A. *Conflits dans les régions anglophones et dans l'Extrême-Nord*

La persistance des violences armées dans l'ouest et le nord du pays, des zones historiquement instables, représente un obstacle majeur à la tenue d'élections crédibles. Le conflit anglophone à l'ouest, tout comme les attaques menées par les insurgés islamistes dans l'Extrême-Nord, menacent le bon déroulement du scrutin. Ces régions abritent plus de 40 pour cent des 3,3 millions de déplacés internes, dont beaucoup risquent de rencontrer des difficultés pour s'inscrire sur les listes électorales, ou pourraient être confrontés à l'hostilité de communautés hôtes aux affiliations politiques divergentes.⁸³

1. Le scrutin dans les régions anglophones

En 2018, la révolte séparatiste, nourrie par le sentiment d'exclusion des populations anglophones des systèmes juridique et éducatif, n'en était qu'à ses débuts. Elle avait toutefois déjà jeté une ombre sur le déroulement du scrutin.⁸⁴ Les milices séparatistes avaient en effet appelé au boycott et imposé un confinement strict et brutal aux habitants des deux régions concernées le jour de l'élection.⁸⁵ Dans ce contexte, le taux de participation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest n'avait atteint que 9 pour cent, contre 54 pour cent à l'échelle nationale. Ces deux régions représentant environ 15 pour cent du corps électoral avant le déclenchement du conflit, les partis d'opposition se sont notamment appuyés sur cette faible participation pour contester la validité des résultats.⁸⁶

Les milices séparatistes ont également pris pour cible les élections suivantes. En février 2020, avant les élections municipales et législatives, des combattants armés ont attaqué des installations d'Elecam

⁸³ Entretiens de Crisis Group, déplacés internes anglophones, Yaoundé, mai 2025.

⁸⁴ Neuf ans après le déclenchement du conflit, qui a causé la mort de plus de 7 000 personnes et déplacé plusieurs centaines de milliers d'habitants, la crise anglophone continue de faire rage. En refusant d'ouvrir des négociations, le gouvernement a laissé la crise se muer en une guérilla de longue durée, durant laquelle les deux camps ont commis des atrocités. En 2023, une faction séparatiste a signé une alliance militaire avec des insurgés pro-Biafra au Nigeria. L'année 2024 a été marquée par un record de violences dans les régions anglophones depuis le début du conflit. Entretiens de Crisis Group, représentants et représentantes de la société civile, Bamenda, Buéa et Limbé, avril-mai 2025. Briefing de Crisis Group N°188, *Cameroun : réexaminer le « statut spécial » des régions anglophones*, 31 mars 2023.

⁸⁵ « Présidentielle au Cameroun : énorme abstention et violences en zone anglophone », *La Croix*, 7 octobre 2018.

⁸⁶ « Trois candidats demandent l'annulation du scrutin présidentiel au Cameroun », VOA, 11 octobre 2018.

dans le Nord-Ouest et ont kidnappé des employés de l'institution.⁸⁷

Le mois suivant, face à l'insécurité, le Conseil constitutionnel a reporté les élections législatives dans onze circonscriptions des régions anglophones.⁸⁸ En mars 2023, des séparatistes cherchant à perturber les scrutins sénatoriaux ont tué deux agents électoraux.⁸⁹

Alors que le conflit se prolonge, l'échéance présidentielle suscite peu d'enthousiasme parmi les électeurs des régions anglophones. Nombre d'habitants déplorent le statu quo, en dépit de neuf années de violences.⁹⁰ Pour beaucoup, mettre un bulletin dans l'urne reviendrait à cautionner la réticence de Yaoundé à résoudre la crise par la voie pacifique, ainsi que le maintien en détention des figures de l'opposition anglophone et de la société civile. Certains s'interrogent sur l'intérêt de participer à une élection organisée par un gouvernement dirigé par des francophones, alors que les principaux candidats sont eux-mêmes francophones et que les leaders politiques anglophones sont en prison.⁹¹

L'insécurité complique en outre la tenue des opérations électORALES par Elecam dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Sans surprise, ces deux régions ont enregistré le plus faible nombre de nouveaux inscrits sur les listes électORALES.⁹² Par ailleurs, le conflit ayant déplacé des centaines de milliers de personnes, nombre de celles qui s'étaient inscrites

⁸⁷ Ces dernières années, les groupes séparatistes ont systématiquement pris pour cible des personnalités politiques dans les régions anglophones – avant, pendant et après les échéances électORALES. Ils ont eu recours à des tactiques d'intimidation, telles que des incendies de maisons et des enlèvements, pour contraindre ces acteurs à cesser leurs activités électORALES. En décembre 2021, un an après son élection à la présidence de la Chambre des chefs traditionnels du Nord-Ouest et à la vice-présidence du Conseil régional, Kevin Yakum a été enlevé par des rebelles séparatistes et détenu pendant dix-huit mois. Les assassinats ciblés se sont également multipliés. En 2020, des hommes armés ont abattu le maire de Mamfe (Sud-Ouest). Entre novembre 2023 et mai 2024, les séparatistes ont assassiné l'adjoint au maire de Balikumbat, un adjoint au maire de Babessi et le maire de Belo, trois localités situées dans le Nord-Ouest. En octobre 2024, ils ont enlevé et exécuté la maire adjointe de Bamenda II (Nord-Ouest). D'autres maires ont échappé à des tentatives d'enlèvement ou d'assassinat. « Cameroon's February 2020 Legislative & Municipal Elections: Electoral Stakes, Political System Implications, and Fallout from the Crisis in the Northwest and Southwest Regions: Data Annex », Constitutional Options Project, 2020. « Cameroon Separatists Ignore Calls For Peaceful Elections », VOA, 24 janvier 2020.

⁸⁸ « Cameroun : les législatives reportées dans les régions anglophones auront lieu le 22 mars », *Jeune Afrique*, 7 mars 2020.

⁸⁹ « Two Election Officials Killed in NW Cameroon as Separatists Vow to Disrupt Senate Elections », VOA, 20 janvier 2023.

⁹⁰ Entretiens de Crisis Group, représentants et représentantes de la société civile, Bamenda, Buéa et Limbé, avril-mai 2025.

⁹¹ Entretiens de Crisis Group, résidents, Bamenda ; déplacés internes, Douala et Yaoundé, avril-mai 2025.

⁹² « Fichier électoral : en 17 ans, Elecam n'a inscrit que 7 millions d'électeurs », Data Cameroon, 30 mars 2023.

avant son déclenchement ne se trouvent probablement plus dans leur circonscription d'origine.⁹³

De leur côté, les milices séparatistes ont promis de perturber le scrutin. Les chefs de plusieurs groupes armés ont annoncé leur intention de coordonner leurs actions, estimant que leur capacité à entraver le déroulement du vote témoignera de leur emprise sur le territoire.⁹⁴

Certains d'entre eux, soutenus par des militants actifs sur les réseaux sociaux, ont sommé la population de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.⁹⁵ En juillet, d'autres ont accueilli avec méfiance les tentatives de rapprochement de l'opposition francophone, qui appelait les milices à suspendre les combats et à permettre la tenue du vote pour battre le président Biya dans les urnes.⁹⁶ Si les forces gouvernementales tentent d'ores et déjà de sécuriser les routes et les bâtiments administratifs, il est peu probable qu'Elecam déploie des agents dans la plupart des bureaux de vote des deux régions, la priorité étant donnée à la sécurité de son personnel. Même si l'autorité électorale parvenait à organiser des centres de vote spéciaux dans des zones urbaines relativement sûres, comme Bamenda, Limbé ou Kumba, une forte présence militaire dans leurs environs pourrait dissuader une partie de la population d'aller voter.⁹⁷

2. Le scrutin dans l'Extrême-Nord

L'Extrême-Nord est un important bastion électoral pour le gouvernement du président Biya. Avec plus de 1,2 million d'électeurs inscrits, la région enregistre le plus grand nombre de voix en faveur du RDPC, et le deuxième plus haut taux d'inscription après la région du Centre. En 2018, elle fut la seule région où Paul Biya mena personnellement campagne.⁹⁸ Les habitants du nord se plaignent fréquemment d'être

⁹³ Entretiens de Crisis Group, analyste politique et membre de la société civile, Bamenda et Buéa, avril-mai 2025.

⁹⁴ Entretiens téléphonique de Crisis Group, chefs de factions séparatistes et militants basés aux Etats-Unis et au Danemark, mai 2025.

⁹⁵ Entretiens de Crisis Group, militants séparatistes installés aux Etats-Unis et membres de la société civile à Bamenda et Buéa, avril-mai 2025.

⁹⁶ Suivi et analyse par Crisis Group des déclarations publiques et des publications sur les réseaux sociaux impliquant le chef de faction séparatiste Chris Anu, les militants favorables à la sécession des régions anglophones, Mark Bareta et Fabiano Deco, l'avocat spécialisé en droits humains Felix Agbor Nkongho, le blogueur francophone Boris Bertolt et l'opposant Issa Tchiroma Bakary, juillet 2025. Les séparatistes prévoient d'imposer par la force une opération « villes mortes » dans les régions anglophones du 1er au 12 octobre, tandis que certains habitants prennent des dispositions pour fuir la zone durant cette période. Entretiens de Crisis Group, résidents de Buéa, Bamenda et Limbé, avril-juillet 2025.

⁹⁷ Entretiens de Crisis Group, résidents de Bamenda, Buéa et Limbé, avril-mai 2025.

⁹⁸ « 2018 Presidential Elections: Campaign speech by H.E. Paul BIYA, President of the Republic and Candidate of the Cameroon People's Democratic Movement, to the population of the Far-North Region. Maroua, 29 September 2018 », Présidence de la République du Cameroun, septembre 2018.

qualifiés de manière péjorative de « moutons » par certains membres de l’élite méridionale au pouvoir, en raison de leur soutien perçu comme aveugle au parti présidentiel, malgré l’incapacité de ce dernier à répondre à leurs difficultés.⁹⁹ Ces frustrations ont conduit de nombreux sympathisants des partis nordistes à demander à leur leader politique de se retirer de l’alliance avec le RDPC.¹⁰⁰

Il reste toutefois difficile d’évaluer le soutien réel de la région au parti au pouvoir. Lors de l’élection de 2018, l’observation indépendante était quasi inexistante, en raison de la menace d’attaques jihadistes, qui a fortement entravé l’action de la société civile.¹⁰¹ Aucun représentant des partis d’opposition n’était présent dans les bureaux de vote, y compris à Maroua, le chef-lieu de la région. Des accusations de falsification des procès-verbaux par les partis de la majorité présidentielle avaient néanmoins largement circulé.¹⁰² Cette fois, l’affaiblissement de l’alliance politique de Paul Biya dans le nord, conjugué aux marques ouvertes de désapprobation exprimées par les habitants contre des représentants du gouvernement en visite dans la région, laisse penser que les électeurs ne resteront pas silencieux en cas de soupçon de fraude électorale.¹⁰³

En raison de sa proximité avec le Nigeria, l’Extrême-Nord est depuis longtemps en proie à l’insécurité.¹⁰⁴ Depuis 2014, les attaques menées par le groupe islamiste nigérian Boko Haram ont provoqué le déplacement de milliers de personnes et gravement perturbé les systèmes d’éducation et de santé. Les violences armées contre les civils se sont atténuées après que le Cameroun eut renforcé sa présence militaire dans la région et sa coopération avec les troupes des pays voisins autour du lac Tchad. Mais les insurgés ont repris leurs attaques en 2025, notamment dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone-et-Char. Les raids des factions dissidentes de

⁹⁹ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Maroua, avril-mai 2025.

¹⁰⁰ Ibid.

¹⁰¹ « Cameroun – Présidentielle 2018 : A l’Extrême-Nord, l’inquiétante absence des scrutateurs des partis de l’opposition », *Actu Cameroun*, 9 octobre 2018.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ Entretiens de Crisis Group, personnel diplomatique, Yaoundé, juin 2025.

« Le ministre de l’Administration territoriale annonce de potentielles poursuites judiciaires contre Aboubakar Ousmane Mey, le frère du ministre de l’Economie Alamine Ousmane Mey », *Journal du Cameroun*, 7 juillet 2025.

¹⁰⁴ Pour en savoir plus sur les violences jihadistes, voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°241, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, 16 novembre 2016, et le Rapport Afrique de Crisis Group N°273, *Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province*, 16 mai 2019. Boko Haram s’est scindé en plusieurs branches : une faction majeure a adopté le nom de Province de l’Etat islamique en Afrique de l’Ouest (*Islamic State West Africa Province*), tandis qu’une autre a conservé l’appellation originelle du groupe, *Jama’tu Ahlis Sunna Lidda’awati wal-Jihad*. Voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°196, *JAS face à l’EIAO : les factions de Boko Haram en guerre*, 28 mars 2024.

¹⁰⁵ Le groupe a dirigé ses attaques meurtrières principalement contre des civils, mais également contre des positions militaires. Le 6 mai, des insurgés ont attaqué

Boko Haram visent principalement à s'emparer de vivres et de fournitures, rendant les terres agricoles, les points d'eau et les pâturages autour du lac Tchad particulièrement dangereux pour les agriculteurs et les pêcheurs.¹⁰⁶

La pauvreté s'est accentuée ces dernières années. En 2021, des affrontements entre groupes ethniques pour l'accès à l'eau et aux terres agricoles ont provoqué le déplacement de plus de 100 000 personnes.¹⁰⁷ En septembre et octobre 2024, de graves inondations ont ravagé des habitations, des écoles et des ponts, affectant les moyens de subsistance de près d'un demi-million de personnes.¹⁰⁸ En octobre, période prévue pour l'élection présidentielle, la région risque de connaître de fortes précipitations et de nouvelles inondations. Des conditions météorologiques défavorables pourraient entraver les préparatifs et dissuader une partie des électeurs de se rendre aux bureaux de vote le jour du scrutin.¹⁰⁹

Face à ces difficultés, le gouvernement a lancé un ambitieux programme de reconstruction pour l'Extrême-Nord, dont le coût total pourrait atteindre trois milliards de dollars lorsqu'il sera achevé en 2027.¹¹⁰ Mais cette initiative reste semée d'embûches et d'incertitudes. Il n'est pas certain que l'Etat parvienne à mobiliser et à allouer les financements nécessaires à une intervention de cette ampleur, d'autant plus que les attaques de Boko Haram se sont intensifiées. Par ailleurs, le Logone-et-Chari, l'une des zones les plus durement touchées, est particulièrement exposé aux aléas climatiques extrêmes, ce qui pourrait retarder les chantiers.

B. *Un rhétorique ethnique incendiaire*

A l'approche du scrutin, les discours incendiaires se multiplient à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux, révélant un niveau préoccupant de polarisation politique.¹¹¹ Le parti au pouvoir comme

un poste de police à Hile-Alifa (département du Logone-et-Chari), tuant trois militaires et saccageant le domicile du maire. Le 9 juin, Boko Haram a tué au moins quatre soldats lors d'une attaque par drone à Sagme, près de la ville de Makary (Logone-et-Chari). Entretien de Crisis Group, journaliste et travailleur humanitaire, Extrême-Nord, avril-mai 2025.

¹⁰⁶ Briefing Afrique de Crisis Group N°197, *Cameroun : apaiser les luttes liées à l'eau dans l'Extrême-Nord*, 25 avril 2024.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ « AfDB and WFP support families affected by flooding in Cameroon's Far North », Programme alimentaire mondial, 30 janvier 2025.

¹⁰⁹ Bien que les prévisions annoncent des précipitations modérées dans l'Extrême-Nord en octobre 2025, les trois mois précédents devraient être marqués par de fortes pluies susceptibles de provoquer des inondations. « Maroua Weather in October », Observatoire national sur les changements climatiques.

¹¹⁰ « Cameroun : 600 milliards de Fcfa mobilisés en 2 ans pour reconstruire l'Extrême-Nord », *Ecomatin*, 20 février 2025.

¹¹¹ « Cameroun : prolifération des discours de haine à moins d'un an de l'élection présidentielle », RFI, 23 mars 2025.

l'opposition s'accusent mutuellement d'orchestrer des campagnes de haine à connotation ethnique destinées à discréditer leurs membres en amont de l'élection. Certains commentateurs politiques et influenceurs en ligne réduisent la présidentielle à une lutte de pouvoir opposant, essentiellement, les Bulu, le groupe ethnique du président Biya, à la communauté bamiléké de l'ouest du pays, dont est originaire le leader de l'opposition, Maurice Kamto.¹¹² Si l'appartenance ethnique joue sans aucun doute un rôle dans les choix électoraux, les Camerounais tiennent généralement compte d'un éventail de considérations bien plus large au moment de voter.¹¹³ Des observateurs craignent néanmoins que la montée de propos virulents à caractère ethnique, facilement diffusables via les téléphones mobiles, ne conduise à des flambées de violence localisées. Parallèlement, les revendications en faveur d'une alternance du pouvoir fondée sur une représentation ethno-régionale se font plus insistantes.¹¹⁴

La réponse des autorités face aux discours haineux demeure pour le moins timide. Créée en 2017 en réaction à la crise naissante dans les régions anglophones, la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est censée veiller au respect de la pratique des deux langues et combattre l'usage de propos discriminatoires dans l'espace public. Son impact reste cependant limité.¹¹⁵ Organe consultatif rattaché à la présidence, la commission n'est pas tenue de rendre compte au public et ne dispose ni d'un pouvoir de sanction, ni des moyens nécessaires pour faire cesser l'usage de propos clivants à caractère ethnique sur les plateformes publiques.¹¹⁶

C. Exclusion de la jeunesse camerounaise

Depuis longtemps, la classe dirigeante vieillissante du Cameroun tient les jeunes à l'écart de la vie politique. Pourtant, la démographie du pays évolue rapidement : 80 pour cent des Camerounais sont aujourd'hui âgés de 40 ans ou moins.¹¹⁷ Une grande majorité d'entre eux n'a donc jamais connu de transition démocratique du pouvoir. Nombre de jeunes, en particulier en milieu urbain, expriment leur frustration face au manque d'opportunités professionnelles et perçoivent les recrutements dans la fonction publique comme gangrenés par le népotisme et

¹¹² Ibid. Entretiens de Crisis Group, chercheurs et journalistes, Buéa et Yaoundé, avril-mai 2025.

¹¹³ Entretiens de Crisis Group, diplomate camerounais, Yaoundé ; employé d'une organisation de développement, Bamenda ; personnalité de la société civile, Buéa, avril-juin 2025.

¹¹⁴ « Abel Elimbi Lobe : "Soutenons l'idée de rotation du pouvoir en direction de la communauté anglophone" », *Actu Cameroun*, 12 mai 2025.

¹¹⁵ Rapport de Crisis Group, *Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun*, en ligne et hors ligne, op. cit.

¹¹⁶ Ibid.

¹¹⁷ Institut national de la statistique du Cameroun, annuaire statistique, édition 2023.

la corruption.¹¹⁸ Ne voyant aucun avenir pour eux au Cameroun, des milliers ont emprunté des routes migratoires périlleuses vers les Etats-Unis et le Canada via l'Amérique latine, ou vers l'Europe en passant par la Libye et la mer Méditerranée.¹¹⁹

Malgré un fatalisme politique ambiant, de nombreux jeunes participent activement aux débats autour de l'élection présidentielle, principalement sur des plateformes telles que Facebook, X (anciennement Twitter) et TikTok. Des influenceurs et des militants les encouragent aussi à s'inscrire sur les listes électorales.¹²⁰ En juillet 2024, l'arrestation du TikTokeur Junior Ngombe a d'ailleurs servi de catalyseur, poussant un grand nombre d'entre eux à entamer cette démarche dans une logique de contestation, perçevant le vote comme un moyen de s'opposer aux tentatives du gouvernement de restreindre la liberté d'expression.¹²¹ Parmi les quelque 755 000 nouveaux électeurs enregistrés en 2024, près de 65 pour cent ont entre vingt et 35 ans.¹²²

Le scrutin de 2025 pourrait ainsi canaliser l'exaspération d'une génération que le système politique a longtemps reléguée au second plan. Le 10 février, le président Biya a mis en garde les jeunes Camerounais contre tout recours à la violence durant l'élection, tout en accusant l'opposition de chercher à les instrumentaliser.¹²³ Compte tenu de la forte mobilisation des jeunes internautes, le gouvernement pourrait restreindre l'accès aux réseaux sociaux à l'approche du vote, notamment en cas de crise électorale. Les autorités ont déjà coupé l'accès à Internet par le passé, notamment lors des manifestations anglophones de 2017, justifiant cette décision par la diffusion de propos incendiaires.¹²⁴

¹¹⁸ Entretiens de Crisis Group, habitants de Douala et Yaoundé, avril-mai 2025.

¹¹⁹ Entretiens de Crisis Group, jeunes femmes et jeunes hommes, Bamenda, Douala, Limbé et Yaoundé, avril-mai 2025. « L'exil des Camerounais face au manque de perspectives », Deutsche Welle, 1er mars 2024.

¹²⁰ Entretiens de Crisis Group, représentant de la jeunesse au sein de la société civile, Yaoundé, mars 2025.

¹²¹ « Akere Muna, colleague, secure the release of activist Junior Ngombe », *The Guardian Post*, 2 août 2024.

¹²² Au 30 décembre 2024, près de 2,6 millions de jeunes étaient recensés sur les listes électorales, soit environ un tiers du corps électoral. Toutefois, selon Cabral Libii, quelque 4,5 millions de jeunes en âge de voter ne s'étaient pas encore inscrits. « Inscription sur la liste électorale : Les jeunes aux premières loges dans l'arrondissement de Douala 5e », *Data Cameroon*, 22 janvier 2025. Au 25 juin, Elecam recensait environ 8 250 000 électeurs inscrits, en attente de la radiation des personnes décédées et des doublons. Entretiens de Crisis Group, responsables d'Elecam, Mbarkomo et Yaoundé, juin 2025.

¹²³ « Head of State's Message to the Youth on the 59th Edition of the National Youth Day », Présidence de la République du Cameroun, 10 février 2025.

¹²⁴ « Unfreedom Monitor Report: Cameroon », Global Voices Advox, 5 mai 2023.

IV. Prévenir une crise électorale

A moins de trois mois du scrutin présidentiel, le gouvernement a déjà manqué l'occasion de résoudre certains des problèmes les plus critiques entourant l'organisation du vote. S'il avait tiré les leçons du scrutin de 2018 pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, le pays serait aujourd'hui mieux préparé à faire face aux défis qui l'attendent. Il est néanmoins encore temps de prendre des mesures décisives susceptibles de réduire le risque de troubles électoraux.

A. Gérer l'après-Biya

Les observateurs s'accordent à dire que les menaces les plus sérieuses pour la stabilité politique du Cameroun sont directement ou indirectement liées à l'absence d'un plan de transition transparent permettant au régime de gérer l'après-Biya. Le président Biya va probablement remporter un nouveau mandat, étant donné le contrôle exercé par le parti au pouvoir sur les ressources de l'Etat et l'absence d'un candidat unique de l'opposition. L'incertitude entourant l'état de santé de Paul Biya et sa capacité à exercer pleinement ses fonctions pendant sept nouvelles années jouera toutefois un rôle déterminant, tant lors du scrutin d'octobre que dans les premiers mois du prochain mandat présidentiel.

Jusqu'à présent, ni le président ni les hauts responsables du parti au pouvoir n'ont publiquement évoqué de scénario de succession.¹²⁵ Selon la constitution, en cas d'empêchement du président en exercice, l'intérim est assuré par le président du Sénat ou par son vice-président. Celui-ci dispose d'un délai maximal de quatre mois pour organiser une nouvelle élection présidentielle, à laquelle il ne peut se porter candidat. De nombreux Camerounais jugent cet arrangement irréaliste, compte tenu de la concentration du pouvoir entre les mains de Paul Biya, et certains craignent que des rivalités ne divisent le RDPC en l'absence de ce dernier. Les cadres du parti redoutent également que la désignation explicite d'un successeur n'ouvre la voie à une lutte pour le pouvoir, qui paralyserait encore davantage la prise de décision au sommet de l'Etat. Dans ce contexte, il est essentiel que les plus hauts responsables du Cameroun prennent la mesure de ces risques et que chacun fasse preuve de responsabilité afin de garantir, le moment venu, une transition ordonnée et légitime.

D'ici là, le président Biya dispose encore d'une marge de manœuvre pour apaiser les tensions au sein du RDPC avant le scrutin. Il pourrait, par exemple, annoncer la tenue d'un congrès électif peu après l'élection présidentielle, quel qu'en soit le résultat. Ce geste marquerait une volonté de revitaliser les organes décisionnels du parti, comme le Co-

¹²⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables politiques, conseiller spécial du gouvernement et journaliste, Yaoundé, mai-juin 2025.

mité central ou le Bureau politique, et permettrait d'atténuer les frustrations liées à son fonctionnement jugé excluant, notamment si une place plus importante est accordée aux jeunes militants. Ce congrès pourrait aussi servir de tribune aux voix dissidentes au sein du parti, leur offrant l'occasion de faire entendre publiquement leurs préoccupations, non seulement sur les incertitudes de l'après-Biya, mais aussi sur les failles de la gouvernance démocratique, les questions d'autonomie régionale et le règlement pacifique des conflits armés.

B. Apaiser les tensions politiques

Le gouvernement ne doit pas sous-estimer les risques qu'une élection contestée ferait peser sur la stabilité du pays. Le climat politique répressif, les griefs d'ordre ethnique et le mécontentement d'une large partie de la jeunesse camerounaise créent en effet un terreau propice à l'émergence de troubles et de violences.

Les autorités devraient prendre un certain nombre de mesures pour prévenir les dérives d'un processus électoral sous tension. La première consisterait à lever les restrictions imposées en décembre 2024 aux organisations de la société civile (voir section II.C) et à abandonner les poursuites engagées contre leurs dirigeants. En permettant à ces organisations de mener des actions d'éducation civique et d'encourager la participation citoyenne, notamment en matière d'observation électorale, cette décision pourrait contribuer à rétablir la confiance dans la volonté du gouvernement d'organiser une élection présidentielle crédible et réduire les risques de contestation ultérieure. Bien que les autorités se soient jusqu'ici montrées peu enclines à le faire, Yaoundé devrait également envisager d'accorder une amnistie aux figures de l'opposition incarcérées à la suite des violences post-électorales de 2018, et d'abandonner les poursuites visant ses détracteurs issus de la société civile.

La classe politique camerounaise devrait par ailleurs prêter attention à l'appel lancé en mars 2025 par la Conférence épiscopale, invitant l'ensemble des candidats à la présidentielle à adopter un code de bonne conduite.¹²⁶ Même s'il peut paraître vain au regard des failles du système électoral, ce code offrirait néanmoins aux candidats de la majorité comme de l'opposition une opportunité de désamorcer les discours de haine. Le texte pourrait fixer des règles minimales de comportement respectueux, tant en ligne que dans l'espace public, et inclure un engagement à lutter contre les propos incendiaires ou à caractère haineux tenus par les membres et sympathisants des différents partis. Il pourrait également prévoir des mécanismes de résolution des contentieux électoraux, en amont de toute procédure

¹²⁶ « Lettre pastorale », Conférence épiscopale nationale du Cameroun, 28 mars 2025. « Cameroon's bishops urge electoral reform ahead of 2025 presidential election », Crux, 31 mars 2025.

judiciaire. Il reviendrait à Elecam de rédiger ce code, et les leaders politiques devraient s'engager à en promouvoir les principes tout au long de la campagne. La Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme devrait exprimer son soutien à cette initiative.¹²⁷

Des pressions extérieures pourraient également se révéler utiles. L'UA, le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), ainsi que les principales missions diplomatiques occidentales à Yaoundé (notamment l'UE, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) devraient inciter les autorités camerounaises à adopter ce code de bonne conduite et réaffirmer, y compris au moyen de déclarations publiques, leur attachement à un processus électoral libre et transparent. L'UA devrait, en particulier, déployer des observateurs électoraux afin de mettre en œuvre les recommandations formulées dans son rapport de 2018. Le président de la Commission de l'UA pourrait aussi envisager de se rendre au Cameroun avant le scrutin afin d'exhorter les autorités à respecter les principes directeurs de l'organisation en matière d'élections crédibles et transparentes.¹²⁸

Enfin, Elecam devrait s'efforcer de garantir la transparence du scrutin afin d'éviter tout risque de troubles une fois les bureaux de vote fermés. Les Camerounais suivront probablement de très près le déroulement du scrutin et pourraient contester les résultats si des soupçons de fraude venaient à apparaître, notamment si le président Biya continuait de perdre du terrain dans l'opinion publique à l'approche du vote. Afin de prévenir un climat de méfiance généralisée, Elecam devrait répondre sans délai aux préoccupations soulevées par les candidats et leurs représentants durant le dépouillement, et communiquer rapidement les résultats de toute enquête menée sur des allégations de fraude.

C. Garantir la sécurité du scrutin

La crédibilité de l'élection présidentielle d'octobre dépendra en partie du taux de participation dans les zones touchées par les conflits. Le gouvernement pourrait mettre en place des mesures exceptionnelles en faveur des populations déplacées, notamment en autorisant toute personne détentrice d'une carte d'électeur à déposer son bulletin dans le bureau le plus proche, et en recourant à l'encre indélébile pour prévenir les cas de votes multiples.

Dans les régions anglophones, le gouvernement et les chefs séparatistes devraient, dans l'idéal, prendre des dispositions pour apaiser les tensions avant l'élection. Yaoundé pourrait faire un geste de bonne

¹²⁷ Dans le cadre de son programme d'appui au processus électoral, le PNUD pourrait également encourager Elecam à travailler à l'élaboration du code de bonne conduite. Entretien de Crisis Group, diplomate, Yaoundé, juin 2025.

¹²⁸ Briefing Afrique de Crisis Group N°205, *Huit priorités pour l'Union africaine en 2025*, 6 février 2025.

volonté en libérant les dirigeants anglophones encore emprisonnés. Une telle mesure permettrait de contrer les accusations des groupes séparatistes, qui affirment que le gouvernement cherche délibérément à marginaliser la communauté anglophone, tout en contribuant à restaurer la confiance dans les institutions de l'Etat. De leur côté, même s'ils sont peu susceptibles d'évoluer sur leur position vis-à-vis du processus électoral, les groupes séparatistes devraient répondre aux marques d'ouverture du gouvernement en n'obstruant pas le scrutin – en levant, par exemple, les opérations « villes mortes » et les barrages routiers – et s'engager au minimum à garantir la sécurité des civils.

En outre, le gouvernement et les milices séparatistes devraient convenir d'une trêve temporaire durant l'élection. Des chefs religieux anglophones ou d'autres facilitateurs neutres pourraient contribuer à rapprocher les parties en vue d'un tel accord. Parvenir à un accord dans le peu de temps restant avant le scrutin pourrait s'avérer difficile, mais les parties pourraient s'appuyer sur les efforts diplomatiques passés pour trouver un terrain d'entente. Si aucun accord officiel ne peut être conclu, les parties pourraient déclarer un cessez-le-feu unilatéral d'une semaine afin de témoigner de leur engagement en faveur d'un scrutin pacifique. Une telle initiative contribuerait à protéger les civils et constituerait un gage de bonne volonté, susceptible de favoriser l'amorce de pourparlers de paix plus approfondis après l'élection.

Enfin, dans l'Extrême-Nord, bastion traditionnel du parti au pouvoir, Yaoundé devrait renforcer les patrouilles de sécurité le long des frontières avec le Tchad et le Nigeria afin de prévenir toute attaque jihadiste. Par ailleurs, la région étant sujette à de fortes pluies et à des inondations en octobre, Elecam devrait anticiper la relocalisation de certains bureaux de vote, éventuellement dans des zones accessibles aux populations déjà déplacées.

V. Conclusion

Le scrutin présidentiel d'octobre pourrait marquer un tournant pour le Cameroun. Si le pays est parvenu ces dernières années à maintenir une relative stabilité politique et financière, la mainmise du parti au pouvoir sur les institutions de l'Etat et la vie politique, ainsi que son refus persistant d'engager une solution pacifique au conflit anglophone, ont nourri un profond sentiment de désillusion chez une grande partie de la population.

Des mesures visant à garantir l'intégrité du vote, à mettre un terme à la répression des voix dissidentes et à prévenir les risques de violences pendant la période électorale seront indispensables pour que les citoyens puissent reconnaître la légitimité du scrutin. Si le vote se déroule dans des conditions sûres et crédibles, et si le pouvoir apporte des éléments de réponse sur la façon dont le président Biya envisage

sa succession, cette élection pourrait ouvrir la voie à une nouvelle ère politique, quel que soit le résultat. En dépit de la méfiance d'une part importante de la population et des menaces de troubles, les partenaires internationaux du Cameroun devraient soutenir ce processus et exhorter les autorités à organiser un scrutin offrant à l'opposition des conditions de concurrence équitables et à la société civile un véritable espace d'expression. A défaut, l'incertitude et l'instabilité qui pèsent déjà sur le pays pourraient s'intensifier et s'inscrire dans la durée.

Yaoundé, Nairobi, Brussels, 8 août 2025

Annexe A : Chronologie des principaux événements en rapport avec l'élection présidentielle de 2025

Octobre 2018

Le président Biya remporte l'élection avec 71 pour cent des suffrages exprimés.

Maurice Kamto, le leader de l'opposition, conteste les résultats, déclenchant une série de recours judiciaires, des manifestations et l'arrestation de plusieurs opposants, dont certains sont toujours en prison.

Le jour du scrutin, les séparatistes anglophones imposent un confinement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, conduisant à un taux de participation officiel de 9 pour cent dans ces zones, contre 54 pour cent à l'échelle nationale. L'opposition s'appuie sur cette faible participation pour contester la validité de l'élection.

Février 2020

Des milices séparatistes attaquent les installations d'Elecam à Ndu, Kumbo et Ndop (Nord-Ouest) et kidnappent plusieurs membres de son personnel à l'approche des élections municipales et législatives.

Mars 2020

Le Conseil constitutionnel reporte les élections législatives dans onze circonscriptions des régions anglophones en raison de la violence et de l'insécurité.

Juillet 2022

Le président Biya présente publiquement son fils, Franck Biya, au président français Emmanuel Macron, alors en visite officielle à Yaoundé, alimentant les spéculations autour d'une possible succession.

Janvier 2023

Le journaliste Martinez Zogo, lanceur d'alerte anticorruption, est retrouvé mort. Les luttes internes au sein de l'élite au pouvoir freinent l'enquête, les autorités soupçonnant des agents des services secrets de l'avoir enlevé, torturé et assassiné.

Mars 2023

Des séparatistes armés dans les régions anglophones auraient tué deux agents électoraux avant les élections sénatoriales.

Mars 2024

Le gouvernement interdit deux coalitions de l'opposition, les déclarant illégales et restreignant leurs activités sur l'ensemble du territoire.

Juillet 2024

La police arrête Junior Ngombe, un influenceur de 23 ans actif sur TikTok, pour avoir publié des vidéos accusant le RDPC de fraude électorale. Un tribunal militaire de Yaoundé le libère sous caution une semaine plus tard, à la suite d'une vague d'indignation nationale et internationale.

Les autorités procèdent également à l'arrestation de l'influenceur Steve Akam (alias Ramon Cotta) au Gabon, avant de l'extrader vers le Cameroun, où il est incarcéré pour avoir diffusé des vidéos critiques à l'égard du président Biya.

Septembre 2024

Le président Biya disparaît de la scène publique pendant 50 jours. Des rumeurs sur sa santé déclinante, voire son décès, circulent, tandis que plusieurs ministres tentent de rassurer la population.

Novembre 2024

Le président du Conseil constitutionnel assiste à un événement de soutien à la candidature du président Biya, suscitant de vives protestations de la part de l'opposition.

Décembre 2024

Le président Biya nomme deux nouveaux membres au conseil électoral d'Elecam, tous deux anciens cadres du parti au pouvoir.

L'archevêque de Douala, Mgr Samuel Kleda, relaie un appel lancé par plusieurs évêques catholiques invitant le président Biya à se retirer. En réaction, des imams et des chefs traditionnels publient des déclarations de soutien au chef de l'Etat.

Le gouvernement suspend trois associations et en interdit deux autres, invoquant des manquements à leurs obligations financières et administratives.

Elecam ne respecte pas l'échéance légale de publication de la liste électorale actualisée, invoquant des inscriptions incomplètes et des doublons non traités.

Février 2025

Dans son discours pour la Journée nationale de la jeunesse, le président Biya affirme sa volonté de continuer à servir la nation, une déclaration qu'il avait déjà formulée quelques semaines auparavant lors de son allocution du Nouvel An. Cette sortie est perçue comme une nouvelle marque de sa volonté de se maintenir au pouvoir.

La députée de l'opposition Tomaino Ndam Njoya annonce sa candidature à l'élection présidentielle.

Mars 2025

La Conférence épiscopale publie une lettre pastorale de seize pages dénonçant les biais de la législation électorale et proposant l'adoption d'un code de bonne conduite par les candidats.

Des responsables administratifs du département du Wouri (région du Littoral) convoquent Albert Nzongang, personnalité politique proche de Maurice Kamto, pour l'interroger au sujet d'une vidéo dans laquelle il critiquait le ministre de l'Administration territoriale.

Avril 2025

Un conseiller municipal du RDPC à Monatélé (région du Centre) saisit un tribunal de Yaoundé pour faire constater la vacance à la présidence du parti, et appelle le président Biya à ne pas se représenter.

Paul Biya remplace un membre décédé du Conseil constitutionnel par un fidèle issu des rangs du parti au pouvoir.

Des leaders séparatistes anglophones réunis au Ghana annoncent le lancement d'une lutte armée coordonnée, destinée à empêcher la tenue de l'élection dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Mai 2025

Elecam déploie 1 000 nouveaux kits biométriques pour accélérer l'inscription des électeurs.

Le Programme des Nations unies pour le développement et Elecam signent un accord d'assistance technique. Certains partis d'opposition, néanmoins, critiquent cette initiative.

Juin 2025

La coalition de la majorité présidentielle, qui associe le RDPC à deux partis d'opposition implantés dans le nord du pays, vole en éclats : les ministres Issa Tchiroma Bakary et Bello Bouba Maïgari annoncent leur intention de se porter candidats à la présidence.

Juillet 2025

Le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, mène une semaine de consultations avec des députés et des ministres afin de préparer la candidature du président sortant, dans un contexte de tensions internes sur la répartition des rôles au sein du parti et de l'exécutif.

Le président Biya fixe la date du scrutin au 12 octobre 2025 et officialise sa candidature à un huitième mandat présidentiel.

Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *Crisis-Watch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Comfort Ero a été nommée présidente et directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a d'abord rejoint l'organisation en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest en 2001, avant de devenir en 2011 directrice du programme Afrique, puis vice-présidente par intérim. Au sortir de son premier mandat au sein de Crisis Group, elle a travaillé au Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Libéria.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, la Commission européenne (DG INTPA et Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne), Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère finlandais des affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère slovène des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, Organisation japonaise du commerce extérieur, et le Programme alimentaire mondial.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Open Society Foundations, The David and Lucile Packard Foundation, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2022

Rapports et Briefings Spéciaux

7 Priorities for the G7: Managing the Global Fallout of Russia's War on Ukraine, Briefing spécial N°7, 22 juin 2022.

Ten Challenges for the UN in 2022-2023, Briefing spécial N°8, 14 septembre 2022.

Seven Priorities for Preserving the OSCE in a Time of War, Briefing spécial N°9, 29 novembre 2022.

Seven Priorities for the G7 in 2023, Briefing spécial N°10, 15 mai 2023.

Dix défis pour les Nations unies en 2023-2024, Briefing spécial N°11, 14 septembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025, Briefing spécial N°12, 10 septembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Afrique

Huit priorités pour l'Union africaine en 2022, Briefing Afrique N°177, 1er février 2022 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2023, Briefing Afrique N°186, 14 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2024, Briefing Afrique N°195, 14 février 2024 (seulement disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2025, Briefing Afrique N°205, 6 février 2025 (aussi disponible en anglais).

Afrique australie

Winning Peace in Mozambique's Embattled North, Briefing Afrique N°178, 10 février 2022.

Afrique centrale

Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun, Rapport Afrique N°307, 23 février 2022 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les Tensions dans l'Est de la RD Congo et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°181, 25 mai 2022 (aussi disponible en anglais).

Transition au Tchad : apaiser les tensions en ligne, Briefing Afrique N°183, 13 décembre 2022 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : réexaminer le « Statut spécial » des régions anglophones, Briefing Afrique N°188, 31 mars 2023 (aussi disponible en anglais).

Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine, Briefing Afrique N°191, 7 juillet 2023 (aussi disponible en anglais).

Élections en RD Congo : limiter les risques de violence, Rapport Afrique N°312, 30 octobre 2023 (aussi disponible en anglais).

Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales, Briefing Afrique N°199, 23 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Tchad : limiter l'impact de la guerre au Soudan dans le Ouaddaï, Briefing Afrique de Crisis Group N°202, 14 novembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir, Rapport Afrique de Crisis Group N°317, 28 mai 2025 (aussi disponible en anglais).

Preventing Unrest in the Run-up to Cameroon's Presidential Poll, Briefing Afrique N°318, 8 août 2025.

Afrique de l'Ouest

After Shekau: Confronting Jihadists in Nigeria's North East, Briefing Afrique N°180, 29 mars 2022 (aussi disponible en anglais).

Managing Vigilantism in Nigeria: A Near-term Necessity, Rapport Afrique N°308, 21 avril 2022.

Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°310, 26 janvier 2023 (aussi disponible en anglais).

Mitigating Risks of Violence in Nigeria's 2023 Elections, Rapport Afrique N°311, 10 février 2023.

Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire, Briefing Afrique N°192, 11 août 2023 (aussi disponible en anglais).

JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters, Africa Briefing N°196, 28 mars 2024 (seulement disponible en anglais).

Restoring Nigeria's Leadership for Regional Peace and Security, Briefing Afrique N°203, 11 décembre 2024 (seulement disponible en anglais).

Election présidentielle sous tension : le paradoxe ivoirien, Rapport Afrique N°318, 1er août 2025.

Afrique Sahel

Mali : éviter le piège de l'isolement, Briefing Afrique N°185, 9 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ?, Rapport Afrique N°313, 15 décembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Nord du Mali : revenir au dialogue, Rapport Afrique N°314, 20 février 2024.

Etre femme à Abala : patriarcat, jihadisme et carences de l'Etat au Niger, Briefing Afrique N°200, 29 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Le tournant souverainiste au Mali : ajuster la trajectoire, Rapport Afrique N°315, 3 décembre 2024 (aussi disponible en anglais et en russe).

Corne de l'Afrique

South Sudan's Splintered Opposition: Preventing More Conflict, Briefing Afrique N°179, 25 février 2022.

Kenya's 2022 Election: High Stakes, Briefing Afrique N°182, 9 juin 2022.

Considering Political Engagement with Al-Shabaab in Somalia, Rapport Afrique N°309, 21 juin 2022.

Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab, Briefing Afrique N°187, 21 mars 2023.

Absorbing Climate Shocks and Easing Conflict in Kenya's Rift Valley, Briefing Afrique N°189, 20 avril 2023.

A Race against Time to Halt Sudan's Collapse, Briefing Afrique N°190, 22 juin 2023.

Avoiding a New Cycle of Conflict in Somalia's Galmudug State, Briefing Afrique N°193, 25 septembre 2023.

Ethiopia's Ominous New War in Amhara, Briefing Afrique N°194, 16 novembre 2023.

Halting the Catastrophic Battle for Sudan's El Fasher, Briefing Afrique N°198, 24 juin 2024.

The Islamic State in Somalia: Responding to an Evolving Threat, Briefing Afrique N°201, 12 septembre 2024.

Fighting Climate Change in Somalia's Conflict Zones, Rapport Afrique N°316, 10 décembre 2024.

Sudan's Calamitous War: Finding a Path toward Peace, Briefing Afrique N°204, 21 janvier 2025.

30

1995 • 2025

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.

International Crisis Group

Crisis Group has offices in Bogota, Brussels, Dakar, Istanbul, London, Nairobi, New York and Washington, DC and has a presence in more than 25 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and the Americas. See www.crisisgroup.org for details.

See www.crisisgroup.org for details